



L'exemple de l'Allemagne montre que réglementer davantage n'est pas le bon remède

L'essentiel en bref:

- La dernière enquête d'economiesuisse montre que les difficultés d'écoulement à l'étranger continuent de s'aggraver, alors qu'on observe une détente en ce qui concerne l'acquisition des facteurs de production.
- L'une des principales raisons des problèmes de vente est la faiblesse persistante de la croissance en Allemagne, due en grande partie à une mauvaise politique économique.
- La densité réglementaire s'accroît aussi en Suisse et augmente les charges administratives des entreprises. Nous devrions tirer les leçons des mauvaises politiques menées ailleurs et éviter de commettre les mêmes erreurs.

economiesuisse réalise deux fois par an une **enquête** afin de prendre le pouls des entreprises et des organisations sectorielles. La dernière enquête montre que l'économie suisse se porte bien. Les entreprises sont toutefois de plus en plus inquiètes au vu de la faiblesse de l'évolution économique sur les principaux marchés. En Europe, l'évolution conjoncturelle est au plus bas. L'Allemagne, où la performance économique devrait reculer pour la deuxième année consécutive, est le principal sujet d'inquiétude. Cette récession devient un fardeau croissant pour les entreprises suisses tournées vers l'exportation, notamment dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux. Elle affecte aussi

d'autres secteurs, car les difficultés d'écoulement freinent la demande de produits semi-finis.

On observe cependant une détente en ce qui concerne l'acquisition des facteurs de production. Il n'y a actuellement pas de perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement et les prix de l'énergie ont diminué. La situation sur le marché du travail s'est également quelque peu détendue. La part des entreprises signalant des problèmes de recrutement importants a reculé par rapport aux enquêtes précédentes.

Les difficultés entourant les ventes à l'étranger s'accroissent

Au mois de mai, près de la moitié des entreprises exportatrices témoignaient déjà de difficultés en lien avec les ventes à l'étranger. Cette part atteint maintenant près de deux tiers des entreprises exportatrices. Le problème s'est donc accru. Une raison essentielle, mentionnée explicitement par de nombreux participants, est la faiblesse persistante de la croissance en Allemagne. Notre voisin d'outre-Rhin connaît une désindustrialisation rampante, comme le montre l'évolution peu glorieuse de l'industrie automobile allemande. La politique est en grande partie responsable de ce déclin. Une mauvaise politique énergétique et une avalanche de réglementations et de charges administratives étouffent l'économie et plus particulièrement l'industrie allemande. Le gouvernement de coalition n'a pas su freiner cette évolution et a même eu tendance à l'aggraver. Il reste à voir si les élections permettront une correction urgente du cap en matière de politique économique.

Si on laisse de côté l'Europe, les entreprises ont également les yeux rivés sur les États-Unis. L'élection de Donald Trump a clarifié la question du leadership politique pour ces prochaines années. Un relèvement des droits de douane, d'ores et déjà évoqué par le futur président, accentuerait encore les difficultés pesant sur l'économie d'exportation suisse. Au vu des nombreuses incertitudes politiques, il ne faut pas s'attendre à ce que les difficultés d'écoulement diminuent de manière significative ces prochains mois.

La réglementation et la bureaucratie deviennent également problématiques en Suisse

Il est dans la nature des choses que l'économie suisse, petite et ouverte, soit impactée par les évolutions à l'étranger. Nous n'avons certes aucune influence sur la politique étrangère, mais les décisions politiques ont un impact sur nos performances économiques. Dans le cas de l'Allemagne, ces conséquences sont clairement négatives. La Suisse peut tirer les leçons des erreurs commises ailleurs afin d'éviter de donner les mêmes remèdes que ceux qui ont affaibli nos partenaires commerciaux. C'est aux milieux politiques de prendre des mesures: notre enquête montre clairement que la densité réglementaire et les charges administratives augmentent également dans notre pays. L'environnement international est suffisamment exigeant pour les entreprises. Il n'y a aucune raison de les accabler avec des exigences et des charges administratives supplémentaires.

L'enquête d'économie suisse a été menée du 6 au 27 novembre 2024. Au total, 431 organisations ont participé à cette enquête, qui couvre toutes les régions de Suisse. Vingt-six associations sectorielles y ont participé sous forme consolidée, au nom de leur branche. L'analyse reflète l'état d'esprit actuel de l'économie suisse. Les réponses n'ont pas été pondérées et les résultats ne prétendent pas être représentatifs.